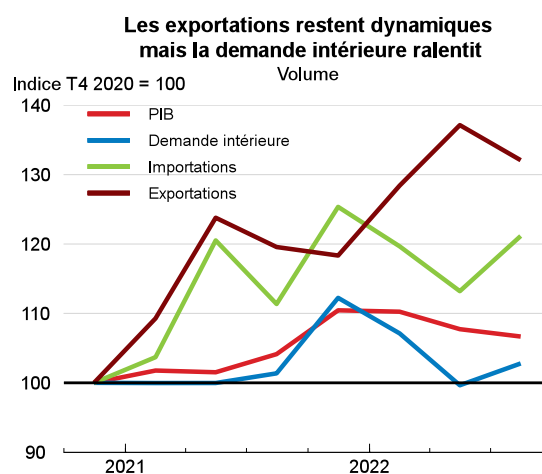
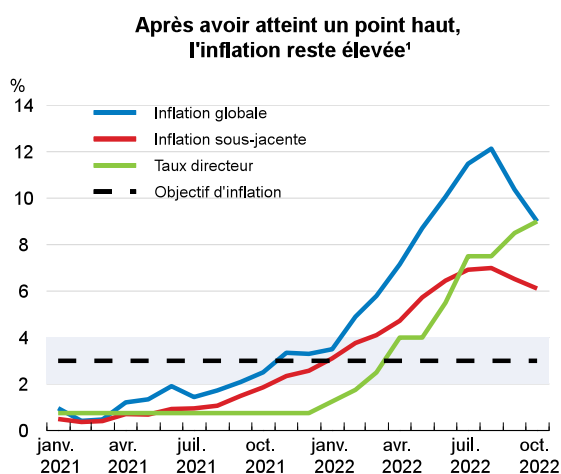


Costa Rica

La croissance du PIB s'établira à 2.3 % en 2023 et à 3.7 % en 2024. L'inflation élevée et une politique monétaire restrictive freineront la consommation privée en 2023 et l'austérité budgétaire limitera les dépenses publiques. L'affaiblissement de la croissance mondiale entravera les exportations en 2023 mais celles-ci connaîtront un regain de vigueur en 2024. L'inflation annuelle a culminé à 12 % récemment mais elle devrait chuter pour passer à 4.2 % en termes de moyenne sur l'année d'ici à 2024, soit un niveau encore supérieur à l'objectif fixé à 3 %.


Les perspectives budgétaires se sont améliorées, à la faveur de l'application intégrale de la règle budgétaire et de recettes meilleures que prévu. Cependant, avec une dette publique de 70 % du PIB et d'importants paiements d'intérêts, la politique budgétaire devra rester prudente. Le resserrement de la politique monétaire qui a débuté en décembre 2021 afin de contenir les pressions inflationnistes et d'empêcher le désancrage des anticipations d'inflation devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2022. Une amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement, en apportant une aide plus ciblée aux élèves présentant des lacunes d'apprentissage et en augmentant le nombre de diplômés des filières scientifiques, contribuerait à renforcer la croissance et l'équité.

Costa Rica



1. La ligne horizontale noire en tiret indique l'objectif d'inflation de la politique monétaire. La zone ombrée représente la fourchette retenue comme objectif d'inflation (comprise entre +2 % et +4 %). L'inflation globale et l'inflation sous-jacente désignent respectivement le taux d'inflation globale mesurée par les prix à la consommation et le taux d'inflation sous-jacente mesurée par les prix à la consommation, qui exclut les produits alimentaires et l'énergie.

Source : Banco Central de Costa Rica.

StatLink  <https://stat.link/qp85vi>

Costa Rica : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Costa Rica	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
PIB aux prix du marché	37.8	-4.3	7.8	4.3	2.3	3.7
Consommation privée	24.3	-6.9	7.0	3.6	2.3	2.7
Consommation publique	6.3	0.8	1.7	2.1	0.1	0.8
Formation brute de capital fixe	6.1	-3.4	11.0	1.6	-0.5	5.5
Demande intérieure finale	36.8	-5.0	6.6	3.0	1.4	2.9
Variation des stocks ¹	-0.1	0.2	1.1	-0.8	0.6	0.0
Demande intérieure totale	36.7	-4.8	7.8	1.8	1.7	2.8
Exportations de biens et services	13.0	-10.6	15.9	12.2	8.8	9.1
Importations de biens et services	11.9	-12.9	16.9	5.5	8.5	7.5
Exportations nettes ¹	1.1	0.4	0.3	2.5	0.6	1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.8	2.0	7.8	6.4	4.2
Indice des prix à la consommation	—	0.7	1.7	8.8	6.9	4.2
IPC sous-jacent ²	—	1.3	0.9	4.5	5.8	4.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	19.5	16.4	12.2	11.4	11.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-1.1	-3.3	-4.4	-3.8	-2.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/jyrhbs>

La croissance a été tirée par les exportations, sur fond d'inflation élevée

La demande intérieure a marqué le pas aux trois premiers trimestres de 2022, malgré le dynamisme du secteur des TIC. En effet, le niveau élevé de l'inflation et le resserrement de la politique monétaire ont pesé sur la consommation privée, tandis que l'investissement public est resté faible. Les exportations continuent de stimuler la croissance du PIB, la demande de production dans l'industrie manufacturière demeure solide et l'activité touristique s'approche des niveaux antérieurs à la pandémie.

L'inflation globale et l'inflation sous-jacente se sont établies à respectivement 9 % (en glissement annuel) et 6.1 % en octobre, soit des niveaux supérieurs à l'objectif d'inflation fixé à 3 % mais inférieurs au pic enregistré en août. Les tensions intérieures sur les coûts demeurent limitées et les salaires réels ont diminué de 3.8 % en août par rapport à décembre 2021. Les anticipations d'inflation médianes des ménages à deux ans ont atteint 5.4 % en octobre contre 5 % un mois plus tôt, et continuent à dépasser la limite supérieure de la fourchette de 2 % à 4 % retenue comme objectif d'inflation. Pour atténuer les effets du renchérissement de l'énergie et des produits alimentaires, la taxe sur les carburants a été gelée pour une durée de six mois en juillet (pour un coût estimé à 0.05 % du PIB de 2021). En outre, une subvention mensuelle d'environ 90 USD en faveur des ménages pauvres, renouvelable pour une durée pouvant aller jusqu'à trois mois, a été mise en place en novembre (pour un coût estimé à 0.05 % du PIB de 2021).

La prudence budgétaire et le resserrement de la politique monétaire resteront à l'ordre du jour

Le respect de la règle budgétaire est supposé contenir les dépenses publiques, ce qui permettra d'atteindre les objectifs budgétaires des autorités durant la période considérée. La capacité de financement des administrations publiques devrait retomber à 4 % en 2022, à 2.6 % en 2023 et à 2.2 % en 2024. Dans ces hypothèses, la dette publique culminera à environ 70 % en 2022 avant de commencer à reculer. Le resserrement de la politique monétaire est présumé se poursuivre jusqu'à fin 2022, avec un relèvement du taux directeur à 9 %. La politique monétaire est censée commencer à s'assouplir fin 2023 dès lors que le taux d'inflation se rapprochera de la limite supérieure de la fourchette de 2 % à 4 % retenue comme objectif d'inflation. Le taux directeur devrait être abaissé de 50 points de base au quatrième trimestre de 2023 et au premier trimestre de 2024 puis de 25 points de base au cours de chacun des trois trimestres suivants, pour être ramené à 7.25 % au quatrième trimestre de 2024.

La croissance se raffermira peu à peu après un ralentissement en 2023

La croissance ralentira pour passer à 2.3 %, en 2023 avant de se raffermir pour atteindre 3.7 %, en 2024 sur fond de reprise de l'économie mondiale. L'inflation élevée et persistante et une politique monétaire restrictive pénaliseront les revenus disponibles réels des ménages, ce qui affaiblira la consommation privée au second semestre de 2022 et en 2023 et limitera les effets positifs du redressement supposé complet du tourisme sur l'activité économique et l'emploi. La croissance des exportations s'essouffera en 2023 mais s'accélénera en 2024 sous l'effet de la progression de la demande mondiale. Les entrées d'investissement direct étranger devraient se poursuivre pendant la période considérée, tandis que l'investissement public restera faible. L'inflation devrait être ramenée à 6.9 % en 2023 puis à 4.2 % en 2024, à la faveur de la dissipation des pressions inflationnistes extérieures et de la modération des tensions intérieures sur les coûts due au resserrement de la politique monétaire. La forte dollarisation de l'économie du Costa Rica expose le pays à des risques de financement extérieur et de change. À l'inverse, les efforts redoublés pour renforcer l'intégration commerciale pourraient se traduire par une hausse des exportations.

Continuer de mettre en œuvre les réformes structurelles renforcerait la croissance et l'équité

Une poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles engagées durant le processus d'adhésion à l'OCDE renforcerait la croissance et la résilience économique et réduirait les inégalités de revenu. La mise en place de guichets uniques en ligne pourrait réduire le poids des formalités administratives inhérentes à la création d'entreprise. Une amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement, en apportant une aide plus ciblée aux élèves présentant des lacunes d'apprentissage et en augmentant le nombre de diplômés des filières scientifiques, contribuerait à rehausser la croissance et l'équité. Pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, le Costa Rica devrait réduire les émissions du secteur des transports en consolidant le réseau de transports publics et en élargissant le parc de véhicules décarbonés ainsi qu'en continuant à produire l'intégralité de son électricité à partir de sources renouvelables.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Costa Rica », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0e5d7633-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.